

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Cellule risques accidentels et risques chroniques

Albi, le 15 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02 septembre 2022

Contexte et constats

Publié sur 

FWF CONCEPT

Puech Tournez
12390 MAYRAN

Références : 12-CRARC-2022-93

Code AIOT : 0006804555

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02 septembre 2022 dans l'établissement FWF CONCEPT implanté lieu-dit La Vayssière sur le territoire de la commune de Mayran (12390). L'inspection a été annoncée le 05 août 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plusieurs faits non-conformes ont été relevés lors de la précédente inspection réalisée le 10 décembre 2021 notamment au regard de :

- l'incohérence entre le registre des produits et les informations présentes sur les étiquettes des produits pyrotechniques de divertissement ne permettant pas de s'assurer du respect du timbrage des différentes cellules ;
- l'absence de panneaux indiquant l'interdiction de stationner ou de s'arrêter sur le chemin rural situé à proximité du dépôt ;
- l'absence du dispositif d'aspiration externe dédié au service d'incendie et de secours au niveau de la réserve d'eau ;
- l'absence d'étanchéification de la réserve d'eau ;
- l'absence de justification concernant la conformité des installations de protection contre la foudre.

Suite à cette inspection, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral en date du 27 janvier 2022 de se mettre en conformité selon plusieurs échéances dont le délai maximum était fixé à 6 mois à compter de la notification de l'arrêté. L'inspection a été réalisée afin de vérifier le respect de l'arrêté de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FWF CONCEPT
- Lieu-dit La Vayssière - Mayran (12390)
- Code AIOT : 0006804555
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société FWF Concept procède à l'achat, au stockage et au tir des feux d'artifices. Elle n'exerce pas d'activité de fabrication des produits. La société réalise également des animations de son et lumière pour agrémenter les spectacles qu'elle propose. L'essentiel de l'activité se concentre sur la période juillet-août. En moyenne, elle organise une quarantaine de tirs par an et fait appel à plusieurs artificiers et monteurs pour la mise en place des spectacles pyrotechniques.

La société FWF Concept a été autorisée à poursuivre l'exploitation d'une installation de dépôt de produits pyrotechniques de divertissement par arrêté préfectoral du 25 janvier 2019, sur le territoire de la commune de Mayran. Les activités de cette société, répertoriées sous la rubrique n° 4220.1 de la nomenclature ICPE au titre du stockage de produits explosifs, sont soumises à autorisation.

Le thème de visite retenu est le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 27 janvier 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	AP de mise en demeure du 27/01/2022, article 1er	Sans objet
2	Registre des produits explosifs	AP de mise en demeure du 27/01/2022, article 2	Sans objet
3	Implantation	AP de mise en demeure du 27/01/2022, article 3	Sans objet
4	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	AP de mise en demeure du 27/01/2022, article 4	Sans objet
5	Protection contre la foudre et autres agressions naturelles	AP de mise en demeure du 27/01/2022, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation respecte l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 janvier 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : AP de mise en demeure du 27/01/2022, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Quantité maximale de produits explosifs autorisée au titre de la rubrique n° 4220.1
Constats : Les quantités de produits présents sur le site sont inférieures aux quantités maximales autorisées, et ce, dans chacune des cellules. Ce constat permet de répondre de manière satisfaisante aux dispositions figurant à l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre des produits explosifs

Référence réglementaire : AP de mise en demeure du 27/01/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Registre des produits explosifs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En complément de l'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrits précédemment à l'article 6.1.1, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, la quantité, la date de fabrication (le cas échéant), la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits pyrotechniques détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.</p> <p>Ce registre est tenu à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées. Il peut être informatisé sous réserve que les moyens d'exploitation permettent la lecture des données et leur impression sous une forme telle que l'autorité administrative puisse obtenir facilement les informations demandées par le présent point.</p> <p>Ce registre peut être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné.</p> <p>Il a pour objectif minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que l'exploitant connaisse en permanence l'état de ses stocks ; • que l'exploitant s'assure que le timbrage de ses différents locaux de stockage n'est jamais dépassé ; • de permettre, le cas échéant, le suivi du vieillissement des produits ; • de donner toutes les informations nécessaires à l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents. <p>Ce registre peut être confondu avec le registre demandé en application de l'arrêté du 13 décembre 2005 susvisé, lorsqu'il est requis, sous réserve du respect du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Un contrôle par échantillonnage a permis de vérifier la corrélation entre les informations portées sur le registre informatique et les produits stockés à l'intérieur des différentes cellules.</p> <p>Ce registre fait mention du code, de la désignation, du n° d'agrément, de la classification (division de risque), du n° ONU, de la masse active et de la cellule dans laquelle chaque produit est stocké.</p> <p>Ce constat permet de répondre de manière satisfaisante aux dispositions figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 janvier 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Implantation

Référence réglementaire : AP de mise en demeure du 27/01/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les installations pyrotechniques (atelier, dépôt et aire de parking) sont implantées à une distance minimale des limites du site (distance d'éloignement) calculée de sorte que les dispositions suivantes soient respectées : I. Les zones d'effets Z1 et Z2 définies par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé sont contenues dans l'enceinte du site, à l'exception des zones générées au nord, au-delà du chemin rural, par les 2 cellules de produits 1.3 et 1.4. Un merlon de terre est construit autour de ces cellules (sauf devant l'accès) dont la hauteur est de 3 mètres, sur une base de 5 mètres de large au pied. Sur le chemin rural, il est mis en place un panneau indiquant l'interdiction de stationner ou de s'arrêter sur la partie du chemin au droit de l'établissement. Constats : Des panneaux indiquant l'interdiction de stationner sur la partie du chemin rural au droit des cellules abritant des produits explosifs de D.R. 1.3 et 1.4 ont été posés durant l'été 2022. Ces travaux de mise en conformité répondent de manière satisfaisante aux dispositions figurant à l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : AP de mise en demeure du 27/01/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment, d'une réserve d'eau d'une capacité minimum de 225 m3 sous la forme d'un étang sur lequel est aménagée une aire d'aspiration accessible aux engins de lutte contre l'incendie répondant aux caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">• accessible depuis une voie engin ;• implantée au-delà de la zone d'effets Z4 définie par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé engendrés par les installations ;• superficie de 8 m sur 4 minimum ;• force porteuse de 160 kN (avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m) ;• hauteur maximale de 5 m entre l'aire d'aspiration et le niveau des eaux les plus basses ;• signalée par une plaque indélébile, portant le numéro d'identification fourni par le SDIS, et le volume de la réserve. <p>Le dispositif d'aspiration externe est mis en place avant le 31 décembre 2018. La réserve est étanchéifiée avant le 31 décembre 2018.</p>
Constats : La réserve d'eau de 225 m3 a été étanchéifiée grâce à la pose d'une bâche spéciale imperméable et le dispositif d'aspiration a été installé. Ces travaux de mise en conformité ont été réalisés au cours de l'été 2022 et permettent de répondre de manière satisfaisante aux dispositions figurant à l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Protection contre la foudre et autres agressions naturelles

Référence réglementaire : AP de mise en demeure du 27/01/2022, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre et autres agressions naturelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la prévention des risques de ses installations en cas de foudre et de séisme en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. La mise en conformité des installations de protection contre la foudre est réalisée avant le 31 décembre 2018. Constats : L'exploitant a mandaté une société certifiée Qualifoudre pour la réalisation d'une étude technique foudre. Cette étude est datée du 17 janvier 2022 et porte les références ET-NN-220103 indice 01. Elle conclut à la non-conformité des installations de protection contre la foudre actuellement en place et préconise leur remplacement. Les travaux de mise en conformité ont été réalisés les 18 et 19 juillet 2022, avec notamment : <ul style="list-style-type: none">• la fourniture et la pose d'un paratonnerre à dispositif d'amorçage (PDA), d'un compteur d'impact foudre et de deux parafoudres ;• la création d'une prise de terre foudre par enterrement de 100 m de ruban de cuivre étamé. Ces travaux permettent de répondre de manière satisfaisante aux dispositions figurant à l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet